
mois d'août prochain. Je pense également à la création d'une filiale énergétique de la Banque pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale). La facture pétrolière globale des pays en voie de développement s'est accrue de façon spectaculaire. On la situe à un montant net d'environ 50 milliards de dollars en 1980, ce qui signifie qu'elle aurait accaparé 20 pour cent des recettes que les pays en voie de développement ont tirées de l'exportation de biens et services. Ce pourcentage — qui était de 12 pour cent en 1978 — représente une augmentation de 66 pour cent en deux ans. Prenons deux exemples. La Turquie a consacré environ 83 pour cent des recettes qu'elle a tirées de ses exportations à l'importation de pétrole en 1980. L'Inde, pour sa part, a dû réserver 78 pour cent de ses recettes à l'exportation au paiement d'importations pétrolières qui se chiffraient à 7 milliards de dollars en 1980. La Banque mondiale estime que d'ici à 1990, la filiale énergétique qu'on propose de créer pourrait permettre des économies de 25 à 30 milliards de dollars américains (en dollars de 1980) sur la facture globale des importations pétrolières, économies qui pourraient être consacrées au développement économique et notamment aux importations de produits essentiels en provenance des pays industriels.

Crise alimentaire

Les besoins alimentaires représentent un autre grand problème aujourd'hui, à un moment où les réserves de céréales diminuent de nouveau et où les prix augmentent au profit des producteurs mais au grand désavantage des plus démunis dans les pays en voie de développement. Étant donné l'état des stocks, les prévisions quant à la production et les nouvelles tendances de la demande dans les pays à revenu moyen, la Banque mondiale estime qu'il pourrait survenir une sérieuse crise alimentaire au cours des prochaines années si, par exemple, l'Amérique du Nord connaissait deux mauvaises récoltes. À longue échéance, la seule solution véritable consiste à renforcer chez les pays en voie de développement leur capacité de plus en plus réduite de se nourrir eux-mêmes, et à trouver des moyens d'accroître substantiellement la production mondiale de denrées.

Simple symptôme d'un malaise plus généralisé, le sort des réfugiés dans bon nombre de régions du monde en voie de développement demeure néanmoins une source d'instabilité et un appel légitime à la conscience de l'humanité. Les pays participant au Sommet ne peuvent donc éviter de réaffirmer le leadership dont ils ont fait preuve à cet égard ces dernières années.

Conclusion

En conclusion, il est clair que les sommets occidentaux continueront de se concentrer principalement sur les grandes questions économiques qui se posent à eux et au reste du monde, y compris l'ensemble des questions qui composent le dialogue Nord-Sud. Mais les questions politiques et économiques ne peuvent être isolées. Je ne peux imaginer que les dirigeants, qui passent quotidiennement et facilement d'une question à l'autre et qui s'efforcent de voir la relation — économique ou politique — entre ces questions, compartimentent artificiellement leur travail dans le contexte d'un sommet. Par ailleurs, une méthode trop "politique" soulève la question de savoir si le groupe est le mieux habilité pour régler le problème à l'étude et pourrait faire double emploi avec d'autres organismes. De plus, les dirigeants du Sommet ont nettement indiqué qu'ils doivent absolument se concentrer sur un certain nombre de problèmes de base de leurs économies comme l'inflation, l'énergie et le commerce. Pourtant, ils sont conscients que les grandes questions politiques qui se posent à
